

et les libéraux ne remporteront aucun siège mais ils parleront sans doute de victoire morale comme ils l'ont toujours fait en Saskatchewan. Si les victoires morales étaient représentées à la Chambre, les libéraux seraient une force considérable dans l'Ouest.

Je voudrais féliciter également notre dernier sénateur, l'honorable Norman Atkins. Le sénateur Atkins est de l'Ontario, mais il a également des attaches dans les maritimes, ce qui est une bonne chose. Il a notamment une résidence au Nouveau-Brunswick, mais un de ses grand-pères était aussi originaire de l'ancienne circonscription du sénateur MacEachen, le comté de Guysborough en Nouvelle-Écosse. Le sénateur Atkins est justement célèbre pour son aptitude à recruter, organiser, motiver et façonner une équipe capable d'atteindre des objectifs politiques. Le Sénat étant collégial par nature, je sais que par expérience, tempérament et aptitude il est parfaitement équipé pour jouer ici un rôle fort constructif.

Le sénateur Frith: Plus il passe de temps ici et mieux cela vaut, c'est ce que je me dis.

Le sénateur Murray: Honorables sénateurs, je voudrais souhaiter un bon retour au travail à tous mes collègues. Je suppose qu'ils ont eu d'excellentes vacances. Certains se sont montrés plus que d'autres pendant les vacances. J'ai entendu cet après-midi le leader de l'opposition parler du penchant du gouvernement pour l'auto-critique. Vu la situation actuelle du parti libéral, il me semble que nous avons encore du chemin à faire.

J'ai été heureux de lire dans la *Toronto Star*, il y a quelques jours, un article sur ce sujet de la sénatrice Marsden. D'après cet article, lorsque les libéraux s'entre-déchirent, c'est un signe de la vitalité du parti. J'ai trouvé cela très bien. Je comprend et j'apprécie, car dans des circonstances pas tellement différentes, c'est ce que j'avais dit, mais naturellement pas aussi bien que la sénatrice Marsden, qui a réussi à donner au phénomène une saveur internationale. Elle a fait allusion à ces pays où la remise en question du chef du parti est un délit capital puis elle a dit ensuite que ces attaques étaient en quelque sorte un exemple de liberté et de démocratie que le monde entier devrait imiter. Je tiens à ce que vous sachiez que j'apprécie son humour et son style.

J'ai également entendu le sénateur MacEachen, aujourd'hui, prêcher en faveur d'un gouvernement plus interventionniste et je n'ai pas pu m'empêcher de penser à une entrevue télévisée que j'ai vue récemment—hier, plus précisément—où il y avait mon collègue le sénateur Davey. Il faisait une nette distinction entre les diverses factions du parti libéral: ceux qui se rangent derrière l'actuel chef de l'opposition et qui sont plutôt à droite, et ceux qui appartiennent à l'aile du sénateur Davey qui préconisent un rôle plus grand pour le gouvernement. Je suis heureux que le sénateur MacEachen ait profité du débat sur le discours du trône pour nous faire connaître sa position sur ce sujet. Nous verrons en novembre de quel côté il se rangera. Je me souviens très bien du congrès libéral d'il y a deux ans où le sénateur MacEachen avait pris nettement position. Quelques secondes seulement après le premier tour de scrutin, je l'ai vu se rallier à Turner.

• (1540)

Honorables sénateurs, à mi-chemin de notre mandat, comme l'a dit le leader de l'opposition, le discours du trône,

deuxième discours du trône de l'actuel gouvernement, est porteur de réalisations passées, de continuité et d'orientations futures. Les priorités que nous avons énoncées en 1984 sont celles qu'a évoquées aujourd'hui le leader de l'opposition: le renouveau économique, la justice sociale, la réconciliation nationale et le rayonnement international. Nous n'avons pas changé ces priorités, et nos efforts ainsi que les changements de politiques que nous avons apportés ont porté leurs fruits. Le défi et la responsabilité qui attendent maintenant le gouvernement, c'est de poursuivre sur cet élan, et c'est sur cette voie que s'ouvre le discours du trône.

Quand j'ai entendu cet après-midi le leader de l'opposition nous faire la leçon sur la nécessité d'une action internationale concertée en matière de prix pétroliers et d'une intervention auprès de l'industrie de l'énergie, je n'en croyais pas mes oreilles. Je n'arrivais pas à croire que j'avais devant moi l'auteur du fameux Programme énergétique national, du moins officiellement, l'homme qui avait lancé ce programme sous le couvert d'un budget le 28 octobre 1980, si je ne me trompe. C'est cette politique qui a donné le coup d'arrêt à la prospection et au développement du secteur pétrolier, qui a provoqué le fiasco des mégaprojets que le sénateur Olson, ministre d'État au développement économique de l'époque, nous présentait comme notre salut économique, qui a sapé la confiance des investisseurs au Canada et qui a suscité ce titre que je n'oublierai jamais dans l'*Economist* de Londres: «Le Canada tourne sauvagement le dos au monde». Et voilà maintenant qu'on vient nous dire que nous devons prendre la tête d'une action internationale concertée sur les prix du pétrole et l'état de l'industrie de l'énergie.

Eh bien, ces admonestations sur la nécessité d'une action internationale concertée sont bien gentilles, et peut-être cela fera-t-il l'objet d'un débat un de ces jours, mais quoi qu'il en soit, je tiens à dire haut et fort à mes amis d'en face qu'ils sont bien mal placés pour venir nous faire la leçon sur ce genre de chose.

Le leader de l'opposition nous a aussi dit que la relance économique actuelle au Canada était un facteur de la croissance américaine, que la récession économique qu'avait connue le Canada en 1981-82 était strictement due à la conjonction internationale. Pas un mot des budgets présentés par ses collègues et par lui-même, pas un mot de l'AEIE, pas un mot des politiques hostiles aux investissements, aux stimulants, à l'entreprise qui ont tellement refroidi tout le monde des affaires nationales et internationales. Pas un mot de tout cela.

Des voix: Bravo!

Le sénateur Murray: Bien sûr qu'il y a eu une récession internationale à cette époque-là, mais les mesures prises par le précédent gouvernement n'ont fait que l'attiser et la faire empirer.

Le leader de l'opposition a fait allusion cet après-midi à un exposé magistral fait par le ministre des Finances en 1984, et intitulé «Un programme de renouveau économique». M. Wilson annonçait à l'époque quatre défis essentiels à relever pour assurer la relance économique:

1. Maîtriser le déficit budgétaire;
2. Faire en sorte que le gouvernement soit plus efficace et fasse moins obstacle à l'activité du secteur privé;
3. Susciter une hausse de l'investissement, une intensification de l'innovation, une amélioration de la compétitivité internationale et un climat propice à l'essor des entreprises;